

6 Société et Culture

Opération de fouille générale à la prison centrale de Libreville, hier
**D'énormes lots d'objets prohibés saisis
chez les détenus**

Une vue des objets dangereux saisis...



...dont des téléphones portables qui vont être réactivés pour retracer le fil des communications.

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

Dans la foulée, le ministre d'État à la Justice et aux Droits humains, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, a annoncé l'ouverture d'une enquête interne, afin de démanteler les maillons de ce réseau et d'infliger des sanctions à toutes les personnes identifiées.

L'OPÉRATION de fouille générale conjointement organisée par les ministères de la Justice et de la Défense nationale, hier matin, à la prison centrale de Libreville, a permis de saisir plusieurs lots d'objets prohibés sur des détenus. Cette opération de fouille, conduite par le procureur de la République, Olivier Nzaou, s'est soldée par une impressionnante moisson d'objets prohibés en milieu



Le ministre d'Etat à la Justice et aux Droits humains, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, découvrant les objets retrouvés dans les différents quartiers de la prison.

carcéral : des armes blanches (couteaux, paires de ciseaux, fourchettes...),

des stupéfiants (cocaïne, cannabis...), des téléphones portables, etc.

Occasion pour le ministre d'Etat à la Justice et aux Droits humains, Garde des

sceaux, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, d'annoncer l'ouverture d'une enquête interne face à cette situation pour le moins curieuse, afin de démanteler tous les maillons de ce réseau mafieux et d'infliger des sanctions à toutes les personnes identifiées. « Il n'est plus question que la prison continue d'être un lieu d'échange de produits prohibés. Pour cela, des mesures fortes vont être prises à l'encontre des personnes impliquées dans ce trafic, qu'elles soient des simples agents, subalternes ou officiers supérieurs », a déclaré Edgard Anicet Mboumbou Miyakou.

Les téléphones portables retrouvés sur des détenus vont être réactivés, afin de retracer le fil des différentes communications émises ou reçues depuis le pénitencier.

Médias/Situation d'Africa N°1 / Rencontre entre le ministre de la Communication et le Comité de privatisation, hier

Un comité interministériel pour accompagner la liquidation

Abel EYEGHE EKORE

Libreville/Gabon

Le ministre d'État chargé de la Communication, Guy-Bertrand Mapangou a tenu une séance de travail, hier, lundi 3 décembre 2018, avec le président du Comité de privatisation, Felix Onkeya, et un responsable du ministère du Travail en charge du dossier, pour débattre de la situation actuelle de la radio panafricaine Africa N°1, et à laquelle il faut trouver des solutions très rapidement. La rencontre était élargie aux représentants du personnel de cette radio en proie à des difficultés de fonctionnement depuis



La séance de travail, hier, autour du ministre d'Etat Guy-Bertrand Mapangou, pour sortir Africa N°1 de la zone de turbulences.

plusieurs années déjà, suite à une privatisation manquée avec la Libye. En effet, a rappelé Félix Onkeya, la privatisation d'Africa N°1, effectuée en 2006 avec la Libye n'a pas

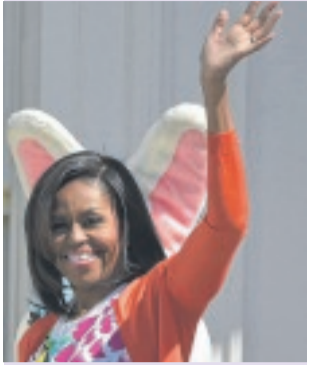
apporté les résultats escomptés. « Les clauses qui avaient été signées par les deux parties n'ont pas été respectées par la partie libyenne, qui détenait pourtant 52% de parts de la

Radio, contre 35% pour le Gabon, qui a même choisi de récupérer le passif et de piloter le plan social, tout en continuant à payer les salaires des agents. C'est en 2011, avec les problèmes

qu'a connus la Libye, que ces derniers ont décidé de se retirer et de revendre leurs titres au Gabon. Et nous sommes là-dessus pour pouvoir les récupérer à un montant que nous leur avons proposé et que nous trouvons juste », a-t-il expliqué. Le ministre d'Etat Guy-Bertrand Mapangou, pour sa part, a dit proposer au Premier ministre la mise en place d'un comité interministériel, afin que ce dossier soit désormais clos. « Les priorités de ce comité seront d'abord de chercher de l'argent pour racheter les titres libyens, ensuite d'accélérer le plan social, avant la liquidation de cette radio qui est inévitable », a souligné le membre du gouvernement.

Ici et ailleurs

• Littérature
Michelle Obama, star à Londres



L'ex-First Lady Michelle Obama est venue hier à Londres pour présenter ses mémoires contenus dans un livre intitulé "Devenir" (éditions Fayard en version française). Elle en a profité pour rendre visite à une école qu'elle soutient, se disant "émue et inspirée" par les jeunes élèves qui l'ont accueillie avec des hurlements de joie. La visite à l'école Elizabeth Garrett Anderson, dans le nord de Londres, où elle était venue alors qu'elle était Première dame en 2009, "avait déterminé mon engagement dans le domaine de l'éducation", a-t-elle dit devant quelque 300 élèves, des jeunes filles pour la plupart issues de la diversité et âgées de 11 à 18 ans.

• Age légal
Le tribunal refuse de le rajeunir de 20 ans

Un tribunal néerlandais a refusé hier de modifier l'âge légal d'un homme de 69 ans qui avait demandé à la justice de le rajeunir de deux décennies, dénonçant être "victime de discriminations". Se décrivant comme un "jeune Dieu" et disant se sentir "affuté", Emile Ratelband souhaitait que sa date de naissance soit modifiée dans son passeport, passant du 11 mars 1949 au 11 mars 1969. Le tribunal d'Arnhem, au sud-est des Pays-Bas, a cependant refusé cette demande insolite, jugée comme "tout à fait légitime" par M. Ratelband, qui avait laissé les magistrats sans voix.

• Pour adultes
Le cannabis à usage "récréatif"

Le Luxembourg veut dépenaliser la production et l'usage "récréatif" du cannabis pour les adultes, selon l'accord de coalition signé hier par les partenaires du nouveau gouvernement dirigé par le libéral Xavier Bettel. "Une législation portant sur le cannabis récréatif sera élaborée", peut-on lire dans cet accord paraphé par le parti libéral, le parti socialiste et le parti écologiste luxembourgeois. Aucun calendrier n'est toutefois précisé.

Rassemblés par I. I